

ABONNEMENTS : paiement de 15 Francs ( ou équivalent ) pour une période déterminée par le coût de chaque bulletin .

CORRESPONDANCE ET PAIEMENTS : peuvent être adressés indifféremment à :

France : Echanges et Mouvement , BP 241 , 75866 PARIS CEDEX 18

Grande Bretagne : BM Box 91 , Londres WC IV 6 XX

Hollande : Daad en Gedachte , Schouw 48-11 , Lelystad .

Allemagne de l'Ouest : Steinbrecherstr.16 , D 330 Braunschweig .

ESPAGNE : une classe condamnée qui n'en finit pas de mourir

L'Espagne fait de nouveau la une des journaux ; pas même avec la crise et ses conséquences ( 2 millions de chômeurs ) , pas même avec les luttes sociales ( on ne parle guère de toute une série de mouvements de grève assez incontrôlés ) mais avec un terrorisme qui s'est déplacé du terrain du nationalisme régional basque vers celui de tous les nostalgiques du franquisme . Là se mêlent dans des tentatives de reconquérir le pouvoir d'antan par la force toute une couche hypertrophiée de politiques , de fonctionnaires , de militaires , de policiers, etc... qui ne se rendent pas compte que les bases réelles de leur pouvoir ont disparu depuis longtemps.

La question qu'on peut se poser après le putsch manqué et ses suites est celle-ci : pourquoi le coup d'Etat en Espagne n'a-t-il pas réussi et pourquoi les protagonistes en sont-ils réduits à utiliser les méthodes des groupes les plus minoritaires ?

Entre le coup d'Etat du général Franco en juillet 1936 et le coup d'Etat du lieutenant colonel Tejero du 23 février 1981 , il s'est écoulé presque un demi siècle . Comment peut-on expliquer que Franco, sinon directement mais finalement ait réussi malgré le fait que , dans une bonne partie de l'Espagne ouvriers et citoyens descendirent dans la rue pour s'y opposer ; comment peut-on expliquer que le coup de Tejero ( en fait celui de tous ceux qui se trouvaient derrière lui ) a échoué dans les 24 heures malgré le fait que tous les espagnols soient restés chez eux ?

A l'intérieur et à l'extérieur de l'Espagne , on a dit que c'était le roi Juan Carlos qui avait sauvé , par son courage , la frêle démocratie espagnole . Grâce à son action ferme de chef d'Etat et grâce au discours qu'il prononça à la TV en uniforme de général, le gouverneur militaire de la province de Valence , le général Milan del Bosch donnait aux tanks qu'il avait fait descendre dans les rues l'ordre de rentrer dans les casernes ; tous les hauts dignitaires de l'armée , pour sympathisants qu'ils aient pu paraître avec les comploteurs , les abandonnaient finalement à leur sort : ils auraient reconnu dans le roi un chef dont le discours les auraient ramenés dans le droit chemin .

Une telle réponse ne dit absolument rien des choses les plus importantes . Pourquoi Juan Carlos a-t-il procédé ainsi ? Pourquoi les généraux l'ont-ils écouté ? Pourquoi la grande majorité de l'armée espagnole ne s'est-elle pas alignée derrière les putschistes ? Parce que , depuis le moment où Franco partait en guerre contre la République des années 30 , pas mal de choses ont complètement changé en Espagne .

A ce moment , la monarchie d'Alphonse XIII avait été remplacée par une république . Cependant , le nouveau régime avait laissé complètement intact la situation sociale qui depuis des années barrait l'évolution de l'Espagne vers un développement moderne . Le roi avait disparu . Mais les relations de production étaient les mêmes qu'auparavant et les classes qui s'y rattachaient étaient les mêmes que dans le passé féodal . La République n'était qu'un vernis qui ne correspondait guère à cette société . Un pronunciamiento, dans un tel climat social et politique était une chose qui n'avait rien de surprenant .

En 1981 , la monarchie est restaurée . De nouveau il y a un roi . Mais les relations de production se sont transformées d'une manière fondamentale . Sous le régime franquiste, l'Espagne , l'Espagne est devenue un pays capitaliste moderne . Parce que les structures du Franquisme ne s'accordaient pas à ce développement moderne , elles ont disparu à la mort de Franco . Ce ne sont ni Juan Carlos , ni Adolphe Suarez qui ont stimulé le processus de démocratisation de l'Espagne après 1975 . C'est l'inverse : ils sont devenus les agents d'un processus inévitable de démocratisation . En 1981 , ce n'est pas la démocratie qui est un vernis mais la monarchie comme dans toutes les monarchies modernes .

Le 23 avril , le chef de l'Etat n'a pas sauvé une plante fragile . La démocratie bourgeoise correspond tellement bien à la société actuelle de l'Espagne qu'un certain nombre de militaires pleins de nostalgie ne peuvent la menacer sérieusement . Dans les circonstances modernes, ils ne seront jamais plus qu'une poignée parce que les struc...

tures démocratiques sont des structures normales étant donné les relations de production capitaliste; et dans ces structures l'armée peut aussi fonctionner. Voilà pourquoi un militaire de rang élevé a pu dire au spécialiste militaire du PSOE (parti social démocrate): " Bien sûr nous ferons notre devoir aussi dans le cas où le peuple espagnol choisirait un gouvernement socialiste." Faire son devoir, cela veut dire maintenir les institutions démocratiques; pour ce militaire, toute autre opinion n'était pas normale. Dans l'Espagne d'aujourd'hui, la démocratie est quelque chose qui va de soi. Le coup d'Etat, c'est quelque chose d'artificiel.

Constater cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas d'autre coup en Espagne: ceci est une autre question. Il existe, notamment dans une partie du cadre professionnel de l'armée espagnole une certaine nostalgie d'une situation politique dans laquelle la position de l'armée était toute différente de la position d'aujourd'hui. On ne peut pas dire que ce type de Don Quichotte ne tentera pas de renverser le cours de l'histoire. Mais, même si leurs efforts avaient plus de succès que celui de Tejero, ils sont condamnés à échouer. L'histoire des démocraties à leurs débuts est remplie d'une longue période d'incertitudes apparentes; par exemple l'histoire de la conquête du pouvoir par la bourgeoisie française depuis l'avènement de la République en 1792 jusqu'à sa consolidation définitive au début du 20ème siècle. Pourtant il s'agissait d'un mouvement irréversible parce que poussé par un nouveau type de relations sociales préexistant même à l'abolition de la monarchie.

Il est vrai que la démocratie bourgeoise peut prendre des formes dictatoriales, mais le but de Tejero n'est nullement d'instituer une forme moderne de dictature. Les putschistes de cette espèce rêvent d'un passé qui est mort et qui ne peut être ressuscité par personne.

Dans la période de crise économique que traverse l'Espagne, dans la restructuration nécessaire à l'entrée dans le Marché Commun, la "menace fasciste" est tout à fait l'épouvantail dont la bourgeoisie a besoin pour affaiblir les résistances ouvrières. Tout l'appareil politique, depuis le roi jusqu'au parti communiste espagnol, s'est trouvé uni pour appeler les travailleurs au calme et ne rien faire pour menacer..... ce qui n'était guère menacé. Cette unanimité politique exprime d'ailleurs la tendance des démocraties modernes vers des formes bureaucratiques oscillant, selon les nécessités du capital, entre des formes libérales et des formes autoritaires. Avec cette unanimité, les travailleurs seront beaucoup plus menacés que par les aventures rocambolesques de quelques militaires. Le capital aura les mains plus libres pour poursuivre son attaque mais précisément cette attaque créera les conditions d'une unification des luttes. L'adhésion des syndicats et des "partis ouvriers" à cette unanimité pour la défense des intérêts du capital créera en même temps les conditions pour un développement de l'autonomie de ces luttes. Là se situe le véritable conflit de classe dont les développements ne sont pas du tout influencés par ces événements politiques périphériques.

C. Brendel . mars 1981

#### LA GREVE DES DOCKERS DE BARCELONE : Lutttes nationales et lutttes internationales .

( les numéros figurant dans le texte renvoient aux publications citées en fin de texte )

Un des moteurs de la déstabilisation du système capitaliste et de la lutte de classe, c'est le mouvement du capital lui même. Au cours des vingt dernières années, l'irruption de nouvelles technologies a bouleversé non seulement les transports maritimes mais aussi toutes les opérations de manutention dans les ports. Dans tous les pays industrialisés, le coût élevé des infrastructures portuaires, avait fait transférer à l'Etat la gestion de ce secteur des transports. La nécessité d'avoir sous la main une main d'oeuvre abondante et toujours disponible avait conduit, à travers des décennies de luttes à un système qui, s'il assurait aux dockers certaines garanties pour un travail dur et irrégulier, donnait aussi au capital l'assurance d'une immobilisation minimum des bateaux et des marchandises.

"Dans tous les pays où les luttes ont été suffisamment conséquentes, les dockers ont réussi à imposer au patronat des salaires décentes, des règles de travail et de composition d'équipes permettant d'alléger la peine des hommes ( bien que le travail reste très pénible), et de limiter les prérogatives patronales, un système d'embauche contrôlé par les organisations ouvrières permettant de conserver l'intermittence et non de faire du docker un salarié au mois d'un employeur donné. Jusque vers les années 60 pour les pays les plus avancés ( USA ) ou 70 pour l'Europe, le patronat n'a pu reprendre ces acquis. L'irruption des nouvelles technologies allait leur offrir les moyens d'une attaque en règle." ( 1 )

Les navires spécialisés, les nouvelles méthodes de conditionnement ne peuvent être pleinement développés sans une modernisation adéquate de la manutention portuaire. La restructuration mondiale du capital à travers son extension mondiale, le développement de l'industrialisation par le déplacement du capital là où la main d'oeuvre est

bon marché , l'extension énorme des transports maritimes qui en résulte , tout cela s'accompagne d'une monopolisation croissante dans ce secteur ( y compris l'entrée en force des pays capitalistes d'Etat ) . Le secteur portuaire subit une profonde mutation . Le "service public " des ports recouvrait de la notion d'intérêt général la prise en charge par l'Etat de l'intérêt particulier collectif d'entreprises trop faibles financièrement pour faire face à d'énormes investissements . Les multinationales n'ont plus ces problèmes et peuvent se payer des ports privés spécialisés où elles utilisent à fond toutes les techniques modernes avec des travailleurs exactement adaptés à ces fonctions et échappant aux garanties du statut des dockers ( la limite de ce processus est donnée par ce terminal de conteneurs de Hambourg qui peut fonctionner avec pour seul docker ...un ordinateur ) .

La mécanisation offre au capital la possibilité de détruire les collectifs de dockers et de rentabiliser au maximum leurs investissements . Pour accroître cette rentabilité , il leur faut , non seulement briser les cadres techniques et juridiques existants ( c'est à dire les ports en tant qu'installations gérées comme service public avec un personnel à statut défini ) mais aussi réduire le plus possible le nombre d'agents de manutention . Au cours des 20 dernières années les dockers ont été acculés à des luttes pour le maintien de leurs garanties , mais , si efficaces que furent ces luttes , elles n'ont pu endiguer les infiltrations du capital . Il était inévitable que ces luttes se déroulent dans des ambiguïtés : lutte pour la défense d'un "service public" qui n'était qu'une structure dépassée du capital, lutte pour le travail dans un appareil qui de plus en plus était délaissé par les usagers . Paradoxalement , plus ces luttes étaient efficaces , plus elles conduisaient au déclin du port où elles s'étaient le plus affirmées .

Pour ne citer qu'un exemple, la lutte des dockers anglais depuis trente ans , pour exemplaire et efficace qu'elle ait été et est encore , n'a pas réussi à enrayer le déclin de ports comme Londres ou Liverpool , la chute verticale du nombre des dockers , l'installation de ports privés . Pourtant , la plupart des luttes ont été des grèves sauvages avec de fortes et efficaces coordinations nationales ; certaines de ces luttes ont même été si loin qu'elles ont réduit à néant une législation destinée à briser les grèves sauvages . Encore aujourd'hui , ce qui reste de dockers mène une guérilla sans merci menaçant à chaque moment de dégénérer en conflit de pouvoir avec le gouvernement . Pourtant , bien que rejeté à la base dans l'action et l'organisation de la lutte , le syndicat continue de mener les négociations dont les deux points forts sont la fixation d'indemnités de départ substantielles et l'extension du statut de docker aux ports privés avec des transformations du statut actuel ; en d'autres termes , l'adaptation progressive à la mutation du capital .

Ce n'est pas un hasard si c'est en Espagne que ce conflit mondial se cristallise aujourd'hui autour des dockers de Barcelone , le premier port d'Espagne: la fin du franquisme a donné carte blanche au capital pour adapter les structures et les rendre compétitives avec l'ouverture sur le marché européen et mondial . Les luttes sont décrites dans des textes dont nous donnons les références en annexe ( 1 et 2 ) . Comme les luttes qui se sont déroulées dans d'autres pays , elles sont marquées par les caractères spécifiques du contexte national . Les dockers de Barcelone ont à la fois réussi et échoué :

-ils ont réussi à créer un collectif autonome des dockers du port avec un système d'assemblées souveraines ( prolongement des luttes de 77 en Espagne ) avec des comités élus et révocables

- ils ont réussi à maintenir ce collectif autonome contre les attaques constantes de tous les syndicats et à l'étendre pratiquement à tous les ports d'Espagne .

-ils ont réussi dans la mesure où dans tous les ports d'Espagne sauf Barcelone , le projet de transformation du statut des dockers a été écarté pour l'essentiel mais ,

-ils ont échoué jusqu'ici à Barcelone , le plus vital des ports pour les multinationales et ils sont encore , depuis des mois à mener une lutte au pied du mur solide de toutes les structures capitalistes , y compris les syndicats .

Le succès relatif de leur lutte hors de Barcelone a affaibli leur lutte à Barcelone . Cela résulte des contradictions dont nous avons parlé . Naturellement , pour renforcer leur lutte , ils ont été amenés à rechercher la solidarité des autres travailleurs , d'abord avec les autres dockers espagnols ( qui eux ont provisoirement "gagné" et se sont trouvés en fait désolidarisés de ceux de Barcelone ) , avec les dockers de partout , notamment ceux des ports européens ( dont les problèmes sont fondamentalement les mêmes , mais avec des formes différentes ) .

De cette approche solidaire d'une lutte est née une liaison horizontale solide pour l'Espagne mais beaucoup plus limitée sur le plan international . Un grand pas a été fait par la mise en place d'une coordination permanente à l'initiative des dockers de Barcelone et à laquelle participent des dockers de huit autres pays . Des rencon-

tres ont eu lieu chaque année depuis quatre ans : le plus clair des discussions a consisté en un échange d'informations sur les problèmes qu'affrontent les dockers et à tenter d'élaborer des lignes d'action notamment pour éviter la compétition entre les ports d'un même pays et d'Europe, principale arme du capital dans ses attaques. Mis à part l'organisation d'une solidarité pratique des dockers de Liverpool pour les dockers des Canaries ( refus de déchargement des navires de fruits chargés par des jaunes) aucun mouvement national ou d'un port déterminé n'a pu déboucher sur une solidarité active. Partout, les efforts des dockers de Barcelone pour élargir cette solidarité en leur faveur rencontre l'hostilité des organisations en place qui souvent contrôlent également, comme en France pour la CGT, l'embauche ou d'autres aspects de la vie des dockers. Cette difficulté est renforcée par le fait que les dockers de Barcelone sont porteurs d'un message ( ils en sont le modèle pratique ) qui tend à détruire non seulement la politique présente des syndicats quant au problème des ports, mais également l'essence même du syndicat dans sa fonction capitaliste ( voir ce texte de base présenté au congrès européen en octobre 1979 - (1) - )

Il est difficile de dire ce que deviendra, non seulement la lutte des dockers de Barcelone mais aussi ces tentatives de développer à la fois une solidarité dans les luttes et aussi de maintenir des liaisons. Il faut regarder clairement ce que peut devenir une telle coordination permanente. La fonction du capital est de détruire de telles liaisons horizontales autonomes, soit en les intégrant, soit en supprimant les circonstances qui ont favorisé leur développement ce qui les vide de tout contenu réel. On possède maints exemples depuis la dernière guerre de création, notamment dans les ports de différents pays de syndicats indépendants qui, avec quelques variantes, s'ils ont survécu, ont fini par remplir la fonction des syndicats traditionnels contre lesquels ils s'étaient construits. Le mouvement des dockers de Barcelone peut, dans le contexte espagnol finir par suivre cette voie; il n'en est pas lui-même le maître: son succès pourrait signifier sa fin en tant qu'organisation autonome assembléiste; son échec lui permettrait peut-être de sauver ses principes d'action autonome mais pourrait signifier une coupure du mouvement de base. On pourrait faire les mêmes réflexions à propos de la coordination internationale, mais son caractère embryonnaire en fait plus un organe de liaisons et d'informations encore bien restreint et nullement un organe de coordination. Cette coordination ne peut prendre une dimension réelle que dans les luttes et elle peut se faire brusquement en dehors même du militantisme d'un comité préexistant. Ces liaisons surgissent par l'unification de la lutte créée par l'unification de l'attaque du capital: la coordination des dockers de Barcelone est un premier symptôme. C'est effectivement cette attaque unifiée qui pousse une poignée de dockers plus militants à chercher une voie en tâtonnant dans l'impasse des luttes limitées à un port ou à un Etat. Comment se fera cette ouverture, nul ne le sait; peut-être ici, peut-être ailleurs, à coup sûr dans d'autres luttes dont on ne peut prévoir ni les localisations, ni les caractères.

H. Simon - 5-81

Les références du texte concernent :

- (1) L'Intersyndicaliste n° 198 - janvier 1981 - Denigot G - Le Grand Avalix - St Nazaire
  - (2) Cahiers du Cendocri n° 2 - Librairie La Commune - 11 rue Barrault - 75013 Paris.
- La coordination espagnole des dockers publie un " Boletín de la Coordinadora Estatal de Los Estibadores Portuarios " - LA ESTIBA - dont 4 numéros sont déjà parus ( en espagnol )

Rappelons qu'Echanges a publié un article sur la grève des dockers de Rotterdam ( n° 20 janvier 1980 ); sur cette même lutte Jeune Taupe a publié un texte d'un groupe hollandais "Subversief" ( n° 31 et 32 ) ( Jeune Taupe, Librairie Parallèles, 47 rue St Honoré 75001 Paris ). Une critique de ce texte par le groupe hollandais Acte et Pensée donnant d'autres précisions sur la lutte autonome des dockers, adressée à ces deux groupes n'a été ni publiée, ni critiquée.

Sur les grèves des dockers anglais, on peut se référer à l'ouvrage "Lutte de classe autonome en Grande Bretagne 1945-1977" de Cajo Brendel ( Echanges )  
Ceux qui seraient intéressés par des contacts directs avec la coordination des dockers dont nous avons parlé peuvent écrire à Echanges. Ces camarades demandent le plus possible d'informations sur les conditions de travail et les luttes des dockers dans le monde entier.

Le prochain numéro d'Echanges donnera la liste des publications reçues: Nous ne mentionnons ici que deux textes sur la Pologne, l'un dans les Cahiers de Cendocri (voir ci-dessus) "Pologne 80, un expert témoigne" sur les manipulations dans le MKS de Gdansk, l'autre sur deux numéros des Liaisons Dangereuses (Besson BP 80, Paris Cedex 20, 75061) ( N° 3 et 4 ). Une brochure doit paraître incessamment aux Cahiers Spartacus ( Lefeuve 5 rue Se Croix de la Bretonnerie Paris 4eme) par C. Reeves, interprétation des luttes de l'été 80.